L'Orient- Le Jour

Mercredi 19 septembre 2018

P. H.B.

## Prêts subventionnés : Salamé opposé à la piste des incitations fiscales aux banques ?

Le député de Zahlé, Georges Okais, a reproché hier dans un tweet au gouverneur de la Banque du Liban (BDL) d'avoir refusé de façon péremptoire la solution concernant à proposer des incitations fiscales aux banques pour qu'elles financent en retour les subventions des prêts au logement.Cette piste a été détaillée dans trois propositions de lois déposées au Parlement par le courant du Futur, le Courant patriotique libre et les Forces libanaises depuis le début de l'été, avec des modalités relativement différentes à chaque fois. Elle doit permettre, selon les auteurs des textes, à l'État de prendre indirectement le relais de la BDL qui a suspendu, entre octobre 2017 et mars 2018, ses deux mécanismes de suspension, notamment en raison d'une explosion de la demande.« Alors que trois blocs parlementaires ont présenté des propositions pour résoudre le problème (...), le gouverneur a imposé sa fatwa définitive, avant même l'avis du Parlement », a indiqué le député FL sur son compte. En début de semaine, plusieurs médias et sites d'informations citant des sources anonymes ont indiqué que le gouverneur avait effectivement rejeté cette solution lors d'une réunion la semaine dernière avec des députés. Selon ces mêmes sources, le gouverneur aurait également estimé que le seul moyen de financer ces subventions était d'augmenter le prix de l'essence de 5 000 livres (3,3 dollars) et de relever une nouvelle fois la TVA – déjà majorée d'un point depuis le début de l'année. Le ministre sortant des Finances, Ali Hassan Khalil, avait néanmoins assuré lundi qu'une augmentation du prix de l'essence n'était pas envisagée.

**« Attaques » contre l'économie**

Cité par l'Agence nationale d'information (ANI, officielle), Michel Daher, député aouniste de Zahlé, indique néanmoins, au cours de la réunion, qu'une hausse des prix de l'essence n'était que « l'une des propositions envisagées pour financer les subventions des intérêts des prêts au logement ». M. Daher n'a toutefois pas parlé de la position de M. Salamé sur la hausse de la TVA, qui fait par ailleurs partie, comme l'augmentation des droits d'accises sur le carburant, des propositions régulièrement mises en avant par le Fonds monétaire international (FMI) pour permettre à l'État libanais d'augmenter ses revenus. Le gouverneur n'était pas joignable pour donner sa version des faits. Il avait toutefois affirmé, en juillet, que la BDL prévoyait de débloquer un de ses deux mécanismes en 2019 pour un nombre limité de prêts.Sur un plan plus large, M. Daher a également fustigé les attaques visant l'économie libanaise, évoquant « certaines institutions financières à New York et à Londres » qui font « pression sur les prix des bons du Trésor libanais », dont les cours suivent une tendance baissière depuis le début de l'année, selon une source bancaire anonyme. Le député n'a toutefois pas précisé à quelles institutions il faisait référence. La suspension des subventions des prêts au logement a affecté l'activité dans le secteur immobilier, pénalisant un peu plus la situation déjà fragile du Liban sur le plan économique et financier. En interne, les appels au calme se multiplient. Ainsi, la BDL, le ministère des Finances et le président de la commission des Finances, Ibrahim Kanaan, ont assuré à plusieurs reprises ces dernières mois que la situation était sous contrôle, appelant néanmoins les partis politiques à cesser de paralyser le fonctionnement des institutions et à former un gouvernement, plus de quatre mois après les législatives.La commission des Finances a, par ailleurs, déjà commencé à se préparer à l'étude du projet de budget pour 2019 en attendant que l'avant-projet élaboré par le ministère des Finances soit approuvé et transmis au Parlement par le gouvernement à venir.MM. Daher et Okais faisaient par ailleurs tous les deux partie des députés qui ont attaqué la concession d'Électricité de Zahlé (EDZ) cet été avant d'effectuer un virage à 180°.